

## Explications des modifications de l'ordonnance sur l'énergie

### 1. Situation initiale

#### 1.1 Etiquetage des appareils

Au sein de SuisseEnergie, les conditions cadres pour sensibiliser les consommateurs dans le domaine des appareils électriques seront améliorées. A cet effet, une indication sur la consommation d'énergie simple à interpréter et répondant aux besoins du consommateur constitue une base importante. Les représentants du secteur des appareils électriques ont fait savoir à plusieurs reprises que les consignes en la matière en vigueur dans les pays de l'UE ne leur posaient nullement problème. Quant aux représentants des organisations consoméristes et environnementalistes, ils demandent des consignes encore plus poussées sur les indications de consommation. La proposition de modification de l'ordonnance sur l'énergie vise à rendre contraignantes en Suisse les directives de l'UE relatives à la déclaration de la consommation électrique des appareils ménagers de réfrigération et de congélation, des machines à laver, des séchoirs, des machines lavantes / séchantes combinées ainsi que des lampes domestiques.

Par ailleurs, les exigences en matière de rendement énergétique applicables à la mise en service d'appareils de réfrigération et de congélation d'ores et déjà applicables au sein de l'UE entreront également en vigueur.

#### 1.2 Contributions globales

Concernant le versement de contributions globales aux cantons, il est nécessaire d'ajuster deux points de l'ordonnance sur l'énergie, sur la base des expériences acquises dans le traitement des requêtes ainsi que des discussions au sein du groupe de travail Contrôle des résultats de la conférence des services cantonaux de l'énergie. Grâce aux modifications prévues, les contributions globales pourront être distribuées de façon plus ciblée, plus transparente et selon des critères plus faciles à comprendre, tandis que l'efficacité des programmes promotionnels cantonaux pourra être contrôlée. Le risque de discrimination entre les cantons diminuera au passage.

### 2. Appendice 1.2 relatif aux exigences en matière de rendement énergétique des réfrigérateurs, congélateurs et appareils combinés électriques à usage ménager

L'appendice 1.2 est nouveau. Il se réfère, quant aux conditions de mise dans le commerce, à la Directive 96/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 septembre 1996. Le droit suisse reprend ainsi intégralement les exigences en vigueur au sein de l'Union européenne. L'appendice 1.2 définit clairement son champ d'application, les exigences applicables à la mise dans le commerce, les délais nécessaires à adapter les appareils, la déclaration de conformité, les documents techniques, l'organisme d'essai et une disposition transitoire contenant un délai au-delà duquel les appareils ne répondant pas aux exigences de la Directive européenne ne pourront plus être mis dans le commerce.

### 3. Abrogation des appendices 2.2 et 2.3

L'appendice 2.2 relatif à la valeur-cible de consommation des écrans et 2.3 relatif à la valeur-cible de consommation des ordinateurs doivent être abrogés. Ces appendices établissent, entre autres, que la valeur-cible qu'ils contiennent ne doit plus être dépassée dès la fin 1999. Cela n'a pas été le cas. Ces appendices n'ont par conséquent plus de valeur et doivent être abrogés. Nous étudions la possibilité de les remplacer par d'autres instruments plus contraignants tout en restant dans le cadre de l'ordonnance sur l'énergie.

#### 4. Appendices 3.1 à 3.6 portant sur les indications relatives à la consommation d'énergie de divers appareils

Les appendices 3.1 à 3.6 sont nouveaux. Ils se fondent essentiellement sur l'article 11 de l'ordonnance relatif à l'indication de la consommation d'énergie des installations, des véhicules et des appareils soumis à la procédure d'expertise énergétique. Les appendices 3.1 à 3.6 portent sur les appareils suivants :

- Machines à laver le linge domestiques (3.1) ;
- Séchoirs à usage domestique (3.2) ;
- Réfrigérateurs, congélateurs et appareils combinés électriques à usage ménager (3.3) ;
- Lampes domestiques (sources de lumière) (3.4) ;
- Lave-vaisselle domestiques (3.5) ;
- Machines lavantes-séchantes domestiques combinées (3.6).

Ils contraignent producteurs et/ou importateurs à soumettre leurs appareils à une procédure d'expertise énergétique ; à indiquer la consommation d'énergie pour chaque appareil mis sur le marché ; à faire figurer ladite consommation non seulement sur l'appareil lui-même mais aussi sur son emballage et ses documents de vente (tels que prospectus, mode d'emploi, etc.). Les exigences applicables à la consommation se réfèrent, pour chaque appareil, aux directives européennes en vigueur et effectivement appliquées au sein de l'Union européenne. Les appendices prévoient que chaque appareil sera muni d'une déclaration E relative à la consommation d'énergie. Cette déclaration E est spécifique à l'Union européenne et est réglementée par une directive ad hoc. Les appendices se réfèrent expressément à ladite directive.

Les appendices 3.1 à 3.6 renferment des dispositions transitoires ayant pour but de régler le sort des appareils déjà sur le marché au moment de l'entrée en vigueur des appendices et la date limite au-delà de laquelle tous les appareils sur le marché devront se conformer au droit en vigueur ou être purement et simplement retirés dudit marché.

La disposition pénale de l'ordonnance sur l'énergie (art. 28) doit également être modifiée afin d'étendre également la punissabilité au non-respect de l'article 11 OEne. En effet, nous estimons qu'un non-respect des appendices issus de l'art. 11 OEne doit pouvoir être réprimé pénalement de la même manière que l'on punit le non-respect de l'art. 10 OEne. Il n'y a aucune raison de traiter différemment le commerce illicite du non-respect de l'étiquetage. Nous comptons sur l'effet dissuasif de la disposition pénale.

L'introduction des nouveaux appendices nécessite une adaptation des articles 7 et 11 de l'ordonnance. A la première phrase de l'alinéa premier de l'article 7, nous proposons de biffer la référence aux numéros des appendices tout en maintenant la référence générale aux appendices. Cela évite de modifier chaque fois cet article 7 lors de l'introduction d'un nouvel appendice. La seconde modification concerne l'article 11 et vise à introduire un nouvel alinéa 3 relatif aux annexes 3.1ss. Il touche les installations, véhicules et appareils dont la consommation d'énergie doit être indiquée conformément aux documents dont il est fait mention dans lesdites annexes; ceci afin d'établir une certaine uniformité dans la manière d'indiquer la consommation d'énergie. L'alinéa 3 actuel devient ainsi l'alinéa 4.

## 5. Modification d'autres dispositions de l'ordonnance sur l'énergie

### 5.1 Définition du couplage chaleur-force (art. 1, let. h)

Aux termes de l'art. 7, al. 3, de la loi sur l'énergie du 26 juin 1998 (LEn; RS 730.0), les producteurs indépendants qui fournissent de l'électricité à partir d'énergies renouvelables reçoivent pour le surplus de courant qu'ils injectent dans le réseau public une rétribution calculée d'après les coûts d'acquisition d'une énergie de même valeur produite à partir d'installations nouvelles implantées en Suisse. Les recommandations de l'Office fédéral de l'énergie du 22 décembre 1999 fixent cette rétribution à 15 centimes/kWh.

Lorsqu'un producteur indépendant exploite une installation de couplage chaleur-force fonctionnant à partir d'énergies renouvelables, il n'a le droit d'injecter de l'électricité dans le réseau public que si la chaleur produite est utilisée simultanément. Conformément à l'art. 1, let. h, de l'ordonnance sur l'énergie du 7 décembre 1998 (OEn; RS 730.01), une telle installation de couplage chaleur-force doit atteindre un rendement annuel d'au moins 60 à 80 %. Ces exigences relativement élevées sont parfaitement justifiées pour les installations de couplage chaleur-force qui utilisent des énergies non renouvelables; elles doivent donc être maintenues.

En ce qui concerne les installations de couplage chaleur-force qui utilisent des énergies renouvelables, ces exigences vont à l'encontre de l'effet recherché. Pour le surplus de courant produit dans de telles installations, le producteur indépendant ne reçoit une rétribution de 15 centimes/kWh que s'il peut justifier du rendement annuel minimum mentionné. Du fait de cette entrave, les entrepreneurs renoncent à construire de telles installations de couplage chaleur-force et préfèrent monter une simple centrale électrique (sans utilisation simultanée de la chaleur) fonctionnant à partir d'énergies renouvelables. Dans ce cas, le producteur indépendant a en effet droit à une rétribution pour le surplus de courant à hauteur de 15 centimes/kWh. Du point de vue de l'utilisation rationnelle de l'énergie, il est dans tous les cas judicieux (c-à-d. indépendamment du rendement annuel) d'utiliser le potentiel des rejets de chaleur dans les centrales électriques. C'est la raison pour laquelle les installations de couplage chaleur-force fonctionnant à partir d'énergies renouvelables ne devraient pas être lésées quant au montant de la rétribution par rapport aux simples centrales électriques qui utilisent des énergies renouvelables.

La demande de modification de la définition de l'ordonnance sur l'énergie en cours de discussion correspond au postulat Vallender (99.3529) Egalité de traitement pour les usines d'incinération de déchets ménagers et les installations de couplage chaleur-force utilisant des

énergies renouvelables. Le Conseil fédéral a décidé d'accepter le postulat le 1<sup>er</sup> décembre 1999.

#### 5.2 Prise en considération des crédits communaux (art.17, al. 2)

En vertu de l'art. 17, al. 2, de l'ordonnance sur l'énergie, les éventuels crédits communaux pour des programmes promotionnels sont pris en compte lors de la fixation du niveau des contributions globales. La prise en compte des crédits communaux pose certains problèmes de délimitation et entraîne certains risques de discrimination juridique. En effet, la marge d'interprétation pour le terme de crédits communaux est très large. Il arrive ainsi que de grandes villes disposent de plus de crédits pour des programmes de politique énergétique que le canton concerné. La prise en compte des crédits ou programmes communaux rend quasiment impossible l'analyse d'efficacité.

#### 5.3 Rapport (art. 17, al. 4)

Aux termes de l'art. 17, al. 4, de l'ordonnance sur l'énergie, les cantons doivent remettre à l'OFEN, pour le 30 juin de l'année suivante au plus tard, un rapport relatif à la mise en œuvre de leur programme. Le délai de rapport fixé à la fin du premier semestre est calculé généreusement. Par ailleurs, l'OFEN met au point, en collaboration avec le groupe de travail Contrôle des résultats de la conférence des services cantonaux de l'énergie, des instruments d'exécution pour une analyse d'efficacité simplifiée. Les frais des cantons peuvent diminuer significativement. Il s'agit donc d'avancer la date de rapport du 30 juin au 31 mars, pour permettre à l'OFEN d'intégrer dans le rapport annuel de SuisseEnergie publié au printemps l'évaluation des effets des contributions globales ou des programmes promotionnels cantonaux.

### 6. Abrogation de textes figurant dans le Recueil systématique du droit fédéral

Le Recueil systématique du droit fédéral (RS) contient des ordonnances de l'ancien Département fédéral des transports, de la communication et de l'énergie (actuel ETEC). Ces textes qui datent tous de 1994 se basent sur l'ancienne ordonnance du 22 janvier 1992 sur l'énergie. Celle-ci a été abrogée par l'ordonnance actuelle. Ces anciennes ordonnances départementales n'ont donc plus de base légale formelle. Afin d'éviter toute insécurité juridique, elles doivent par conséquent être abrogées formellement puisqu'elles figurent encore au RS. Il s'agit des textes suivants :

- Ordonnance du 18 mai 1994 sur la procédure d'expertise énergétique des télécopieurs (RS 730.011.1) ;
- Ordonnance du 29 août 1994 sur la procédure d'expertise énergétique des photocopieurs à procédé électrostatique pour papier normal (RS 730.011.2) ;
- Ordonnance du 29 août 1994 sur la procédure d'expertise énergétique des imprimantes (RS 730.011.5) ;
- Ordonnance du 29 août 1994 sur la procédure d'expertise énergétique des téléviseurs fonctionnant sur le réseau (RS 730.017.1) ;
- Ordonnance du 29 août 1994 sur la procédure d'expertise énergétique des magnétoscopes domestiques (RS 730.017.3).

Ces textes n'ont pas été repris par l'actuelle ordonnance sur l'énergie. Bien qu'il s'agisse d'ordonnances départementales, rien ne s'oppose à ce que le Conseil fédéral lui-même décide d'abroger ces textes. Le principe de l'unité de la matière est respecté dans le cadre de la présente proposition.

7. Compatibilité des dispositions proposées avec le droit européen

La mise en vigueur de l'annexe 1.2 à l'Ordonnance sur l'énergie est parfaitement compatible avec les dispositions du droit européen étant donné qu'elle reprend in extenso le contenu de la Directive 96/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 septembre 1996. Les appendices 3.1 à 3.4 se réfèrent eux aussi expressément aux Directives en vigueur au sein de l'UE et appliquées les Etats-membres. Les modifications de l'ordonnance sont par conséquent compatibles avec le droit de l'UE.

8. Prise en compte des avis fournis par les Etats étrangers

Dans le cadre de la procédure de notification, conformément à l'accord du 19 décembre 1989 entre d'une part la Communauté Economique Européenne (CEE, actuellement UE) et, d'autre part, les Etats membres de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE), instaurant une procédure d'échange d'informations dans le domaine des réglementations techniques, le seco a procédé à la consultation de l'UE et de l'AELE. La consultation est en cours.

9. Date prévue de l'entrée en vigueur des modifications de l'ordonnance et des appendices

1<sup>er</sup> janvier 2002.

# Revision der eidgenössischen Energieverordnung

## Bericht über die Ergebnisse der Vernehmlassung

Datum: 02/10/01

## 1. Zum Vernehmlassungsverfahren

### 1.1 Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens

Mit Schreiben vom 21. Juni 2001 wurde der Entwurf zur Revision der eidgenössischen Energieverordnung 38 Stellen zur Vernehmlassung unterbreitet; 20 Stellungnahmen trafen in der Folge ein. Uneingeladen äusserte sich zwei weitere Vernehmlasser.

Die Frist war auf den 15. August 2001 angesetzt.

Die 22 eingegangenen Stellungnahmen lassen sich folgendermassen zusammenstellen:

Gruppe Vernehmlasser	Eingeladene Vernehmlasser			Nicht Eingeladene Vernehmlasser	Total Stellungnahmen
	Total eingeladen	Eingegangene Stellungnahmen	Keine Stellungnahme		
Kantone (inkl. EnDK)	27	16	11	0	16
Wirtschaftsverbände sowie Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretungen	1	0	1	1	1
Energiepolitische und energietechnische Organisationen	4	0	4	0	0
Umweltschutzorganisationen	1	1	0	0	1
Konsumentenorganisationen	3	2	1	0	2
Weitere Vernehmlasser	2	1	1	1	2
Total	38	20	18	2	22

### 1.2 Allgemeine Bemerkungen zur Auswertung

Seite 3

Ziffer 2 des vorliegenden Berichtes enthält die Beurteilung des Entwurfs durch die Vernehmlassungsteilnehmer, in Ziffer 3 folgt eine zusammenfassende Beurteilung der Vernehmlassungsantworten.

## **2. Beurteilung des Entwurfs durch die Vernehmlassungsteilnehmer**

Nachstehend sind die eingegangenen Stellungnahmen der Vernehmlassungsteilnehmer stichwortartig zusammengefasst.

### **2.1 Kantone**

#### **Kanton Zürich**

- Vollumfänglich mit der vorgeschlagenen Revision einverstanden.

#### **Kanton Bern**

- Grundsätzlich mit der vorgeschlagenen Revision einverstanden.
- Anschluss an Vernehmlassungsantwort der Konferenz kantonaler Energiedirektoren.
- Anhang 1.2  
BE bedauert, dass keine Minimalvorschriften bezüglich Energieverbrauch enthalten sind. Die Angabe des Energieverbrauchs bei Geräten entfaltet nur mässige Wirkung. Die Einteilung in die Kategorien A bis F ist für Konsumentinnen und Konsumente zu wenig verständlich.
- Der Bund soll weitere Massnahmen treffen, welche verhindern, dass schlechte Geräte in den Verkehr kommen.
- Im Verordnungsentwurf wird der Begriff «MINERGIE» vermisst, welcher Energieeffizienz am besten symbolisiert.  
Antrag: Explizite Aufnahme des Begriffs «MINERGIE» in die Verordnung.

#### **Kanton Luzern**

- Anschluss an Vernehmlassungsantwort der Konferenz kantonaler Energiedirektoren und der Konferenz kantonaler Energiefachstellen.
- Mit der vorgeschlagenen Revision einverstanden.
- Keine Bemerkungen.

#### **Kanton Glarus**

Seite 4

- Nachdem die Anliegen der Kantone bezüglich dem Vorentwurf Art. 17 EnV berücksichtigt wurden, keine Bemerkungen oder Änderungsvorschläge.

### **Kanton Solothurn**

- Nachdem die Anliegen der Kantone bezüglich dem Vorentwurf Art. 17 EnV berücksichtigt wurden keine weiteren Bemerkungen.
- Mit der vorgeschlagenen Revision vollumfänglich einverstanden.

### **Kanton Basel-Landschaft**

- Der vorgeschlagenen Revision wird vorbehaltlos zugestimmt.

### **Kanton Schaffhausen**

- Unterstützung der Privilegierung von Wärme-Kraft-Kopplungs-Anlagen die erneuerbare Energien nutzen.
- Begrüssung der Deklarationspflicht für den Energieverbrauch von diversen Haushaltgeräten und der Übernahme der EU-Normen.
- Einverstanden mit den Änderungen bezüglich Globalbeiträge und Frist für die Berichterstattung der Kantone ans BFE.
- Bedauern über Ausserkraftsetzung der Anhänge 2.2 und 2.3 betreffend Verbrauchs-Zielwerten von Bildschirmen und Computern. An den Zielen soll unbedingt festhalten werden, auch wenn ein anderer Weg zu deren Realisierung gesucht werden muss.
- In diesem Sinne mit der vorgeschlagenen Revision einverstanden.

### **Kanton Appenzell Ausserrhoden**

- Anschluss an Vernehmlassungsantwort der Konferenz kantonaler Energiedirektoren.
- Keine Bemerkungen.

### **Kanton St.Gallen**

- Nachdem die Anliegen der Kantone bezüglich Vorentwurf Art. 17 EnV berücksichtigt wurden, keine Bemerkungen.
- Mit der vorgeschlagenen Revision vollumfänglich einverstanden.

### **Kanton Graubünden**

Seite 5

- Der vorgeschlagenen Revision wird zugestimmt.
- Bemerkungen:

Vorverschiebung Datum Berichterstattung:

sinnvoll, Integration Ergebnisse der Evaluation Globalbeiträge bzw. kantonale Förderprogramme in den Jahresbericht von EnergieSchweiz, Einbezug in kantonale Budgetplanung.

Nicht-Berücksichtigung kommunaler Kredite:

Pro: Vermeidung von Abgrenzungsproblemen und Rechtsungleichheit, Steigerung der Transparenz, Einfachere Wirkungsanalyse

Kontra: Leistungen der Gemeinden werden nicht mehr honoriert

Fazit: Zustimmung, Vorteile überwiegen

Wunsch ausserhalb Revision EnV:

Der Verteilschlüssel Globalbeiträge wird insbesondere wegen der Gewichtung der Einwohnerzahl und der Nichtberücksichtigung der Finanzkraft der Kantone als unbefriedigend betrachtet. Anlässlich der neuer Definition soll diesen Punkten Beachtung geschenkt werden.

### **Kanton Aargau**

- Anschluss an Vernehmlassungsantwort der Konferenz kantonalen Energiedirektoren.
- Mit Ausnahme des nachfolgenden Hinweises keine weiteren Wünsche und Vorbehalte mehr:

Rücklieferverpflichtungen und Rücklieferertarife für dezentral erzeugte Energie:

Die vom Bund festgesetzten Tarife führen zu problematischen Konsequenzen, vor allem dann, wenn kleinere und kleinste Versorgungsunternehmen die produzierte Energie zu den festgelegten hohen Preisen abnehmen müssen. Bei der Einführung kantonaler Regelungen (Ausgleichsfond) besteht das Risiko der Ablehnung durch das Volk (Kt. AG: obligatorisches Referendum). Der Kanton erachtet es als Bedürfnis, dass der Bund eine klare Regelung in Bezug auf die Abnahmepflicht schafft und die Anpassungen zur Vermeidung von Härtefällen vornimmt.

### **Kanton Tessin**

- Keine besonderen Bemerkungen.
- Wunsch ausserhalb Revision EnV:  
Berücksichtigung der kantonsspezifischen Verhältnisse beim Vollzug der Globalbeiträge an die Kantone (Flexibilität seitens des Bundes).

### **Kanton Waadt**

Seite 6

- Nachdem die Anliegen des Kantons bezüglich dem Vorentwurf berücksichtigt wurden keine Bemerkungen.

### **Kanton Neuenburg**

- Anschluss an Vernehmlassungsantwort der Konferenz kantonalen Energiedirektoren.
- Keine Bemerkungen.

### **Kanton Genf**

- Mit der vorgeschlagenen Revision vollumfänglich einverstanden.

### **Konferenz Kantonalen Energiedirektoren (EnDK)**

- Nachdem die Anliegen der Kantone bezüglich Vorentwurf Art. 17 EnV berücksichtigt wurden, erklärt sich die EnDK/EnFK mit der vorgeschlagenen Revision vollumfänglich einverstanden.

#### **Zusammenfassung der Stellungnahmen der Kantone:**

Alle Kantone und die EnDK/EnFK stimmen der vorgeschlagenen Revision zu.

BE wünscht Massnahmen zur Verhinderung, dass schlechte Geräte in Verkehr gesetzt werden und die explizite Aufnahme des Begriffs «MINERGIE» in die Verordnung.

SH bedauert die Ausserkraftsetzung der Anhänge 2.2 und 2.3 betreffend Verbrauchszielwerten von Bildschirmen und Computern und will, dass an den Zielen festgehalten wird.

GR wünscht Anpassungen bei der Neudefinition des Verteilschlüssels für die Globalbeiträge.

AG wünscht eine klare Regelung in Bezug auf die Rücklieferverpflichtungen und Rücklieferatarife für dezentral erzeugte Energie.

Seite 7

## 2.2 Wirtschaftsverbände sowie Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretungen

Der Fachverband Elektroapparate für Haushalt und Gewerbe Schweiz (FEA) hat sich uneingeladen als Vernehmlasser zum Entwurf geäußert (Mitglied Energie-agentur-elektrogeräte eae).

### Fachverband Elektroapparate für Haushalt und Gewerbe Schweiz (FEA)

- Die vorgeschlagene Revision wird grundsätzlich begrüßt. Die hochgesteckten Sparziele würden durch die Förderung des Marktes von Bestgeräten am wirksamsten unterstützt.
- Mit Verweis auf die EU-Rahmenrichtlinie 92/75/EG Art. 2 werden folgende zwei Änderungen betreffend Ziffer 3.2 der gerätespezifischen Anhänge 3.1 bis 3.6 vorgeschlagen:

Antrag: Ausser den Herstellern und Importeuren soll auch der Handel in die Pflicht zur Gewährleistung der Deklaration genommen werden. Ein Hersteller kann die Verantwortung für die ordnungsgemässe Deklaration am Verkaufspunkt nicht übernehmen.

Antrag: Beschränkung der Etikettierung (Klebeetikette) auf Ausstellungsgeräte. Die Hersteller und Importeure können nicht jedes Gerät etikettieren und Informationen können nur auf vorgedruckten Verbrauchsverpackungen angebracht werden.

#### Vorgeschlagene Änderung:

Art. 3, Ziffer 3.2, korrigierter Text: «Es ist Aufgabe der **Lieferanten und der Händler**, dafür zu sorgen, dass die Energieetikette an den **Ausstellungsexemplaren der** genannten Geräte, auf der **Verkaufsverpackung** und in den Verkaufsunterlagen erscheint.»

### Zusammenfassung der Stellungnahmen der Wirtschaftsverbände sowie Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretungen:

Die FEA stimmt der Revision zu, möchte aber Erleichterungen bei der Etikettierung und eine konkretere Regelung der Verantwortung für die Deklaration.

Seite 8

## 2.3 Energiepolitische und -technische Organisationen

Keine Stellungnahmen eingegangen.

## 2.4 Umweltschutzorganisationen

### Schweizerische Agentur für Energieeffizienz (S.A.F.E.)

- Entwurf wird als wertvolle Grundlage begrüsst.
- Hoffnung für zweiten Schritt, in welchen die Deklaration von elektrischen Geräten, welche keine Energieetikette haben, einheitlich geregelt wird.
- Art. 1 Bst. h Wärme-Kraft-Kopplung wird begrüsst
- Art. 11 Angabe des Energieverbrauchs  
Die flächendeckende Einführung der obligatorischen Energieetikettierung für Haushaltgeräte und Leuchtmittel wird als sehr wichtig erachtet. Einführung begleiten mit Informationskampagne, EU.-Richtlinien einheitlich umsetzen, gleiche Begriffe wie in Deutschland und Österreich verwenden.  
Abs. 3:  
Antrag: Anstelle von «... muss die Angabe der dort ...» neu «... muss die Angabe **den** dort ... »  
Verwendung korrekter Bezeichnungen für «Energieetikettierung» (nicht direkt auf EnV bezogen)  
Antrag: Präzisierung zur Kennzeichnung von Haushaltgeräten => vorgeschlagener Text siehe Schreiben S.A.F.E..  
Antrag: Präzisierung zur Kennzeichnung von Haushaltslampen => vorgeschlagener Text siehe Schreiben S.A.F.E..  
Antrag: Begriff «Haushaltstrockner» ersetzen durch «Haushalts-Wäschetrockner (Tumbler)»  
Für Raumluft-Wäschetrockner und Trockenschränke sollten ebenfalls energietechnische Prüfverfahren eingeführt werden.
- Ausserkraftsetzung der Anhänge 2.2 und 2.3  
Antrag: Der Verbrauchs-Zielwert für Bildschirme ZW 97 sollte in Kraft bleiben, da diese Vorgabe nicht strenger sei als das TCO99-Label und das GEA-Label.
- Ausserkraftsetzung von Texten der systematischen Sammlung des Bundesrechts  
Ist korrekt.  
Für die energietechnischen Prüfverfahren der angegebenen Geräte soll ein Ersatz vorgesehen werden.  
Einführung einer verbindlichen Deklaration der elektrischen Leistungsaufnahme (Aus / Standby, Betrieb).

### **Zusammenfassung der Stellungnahmen der Umweltschutzorganisationen:**

S.A.F.E. begrüsst grundsätzlich den Entwurf, wünscht aber u.a. gewisse Präzisierungen bei den verwendeten Bezeichnungen und Kennzeichnungen. Der Verbrauchs-Zielwert für Bildschirme ZW 97 soll in Kraft bleiben.

## **2.5 Konsumentenorganisationen**

### **Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana (acsi)**

- Die Vernehmlassungsantworten von Organisationen, welche die Konsumenten vertreten sollen beachtet werden, ansonsten keine weiteren Bemerkungen.

### **Stiftung für Konsumentenschutz (SKS)**

- Die Revision wird grundsätzlich begrüsst.
- Einführung der Energieetikette für die in der Vernehmlassung definierten Geräte wird als Minimalvariante erachtet.
- Strengere Zulassungsbedingungen bezüglich Energieeffizienz, Kennzeichnung weiterer Gerätekategorien werden gewünscht.
- Umfassende Information der KonsumentInnen erforderlich.
- Art. 1 Bst. h Wärme-Kraft-Kopplung wird begrüsst
- Art. 11 Angabe des Energieverbrauchs wird grundsätzlich begrüsst  
Die EU-Normen sollen einheitlich und verbindlich eingeführt werden.  
Die Information an die Konsumentinnen und Konsumenten darf nicht vernachlässigt werden (Öffentlichkeitskampagne).  
Es wird bedauert, dass die Schweiz lediglich die Effizienzanforderungen für Kühl- und Gefriergeräte der EU übernimmt und nicht weitergehende Massnahmen trifft.  
Es sollen nur noch Geräte der Klasse A und B auf dem Markt zugelassen werden.  
Für die anderen Haushaltsgrossgeräte sollen ebenfalls strenge Effizienzanforderungen gelten.  
Ausweitung der Energieetikette auf alle relevanten Kategorien (u.a. Bereich Bürogeräte) ausweiten.

Antrag: im Hinblick auf Informationskampagne einheitliche Bezeichnung verwenden; Vorschlag: «Energie-Etikett».

- Anhang 3.1 bis 3.6

Antrag: Präzisierung zur Kennzeichnung von Haushaltgeräten => vorgeschlagener Text siehe Schreiben SKS.

Antrag: Präzisierung zur Kennzeichnung von Haushaltslampen => vorgeschlagener Text siehe Schreiben SKS.

Antrag: Begriff «Haushaltstrockner» ersetzen durch «Tumbler» oder «Haushalts-Wäschetrockner».

Einführung von energietechnischen Prüfverfahren auch für Raumluft-Wäschetrockner und Trockenschränke.

Die Einführung der Energieetikette auf den 1. Januar 2002 wird begrüßt. Ein Jahr Übergangsfrist für Geräte wird als relativ lang erachtet.

Antrag: Die energieineffizientesten Geräte, welche die Anforderungen nicht erfüllen, sollen bereits ab dem 1. Januar 2002 vom Markt genommen werden oder sind entsprechend deutlich zu deklarieren (z.B. «Erfüllt die Anforderungen an Energieeffizienz nicht»).

- Anhang 2.2 und 2.3

Erstaunt über ersatzlose Ausserkraftsetzung der Anhänge 2.2 und 2.3. Das BFE soll eigene Lösungen für die Verbrauchs-Zielwerte von Bildschirmen und PC's anstreben

#### **Zusammenfassung der Stellungnahmen der Konsumentenorganisationen:**

Die acsi hat keine besonderen Bemerkungen, bittet aber, die Bemerkungen von Konsumentenorganisationen zu berücksichtigen.

Der SKS begrüßt grundsätzlich den Entwurf, wünscht aber u.a. gewisse Präzisierungen bei den verwendeten Bezeichnungen und Kennzeichnungen. Energieineffiziente Geräte sollen während der Übergangszeit deklarationspflichtig sein. Die Verbrauchs-Zielwerte für Bildschirme sollen durch neue ersetzt werden.

Seite 11

## 2.6 Fachorganisationen, weitere Vernehmlasser

### COOP

- Der vorgeschlagenen Revision wird durchwegs zugestimmt.
- Es ist wichtig, dass sich die Vorgaben mit den EU-Regelungen decken.
- Wärme-Kraft-Kopplungs-Anlagen, die erneuerbare Energien nutzen, sollen unabhängig vom Jahreswirkungsgrad finanziell abgegolten werden.

### Centre patronal

Centre patronal hat sich uneingeladen ebenfalls als Vernehmlasser zum Entwurf geäußert.

- Anhang 1.2: Wird begrüßt, da die Schweiz die EU-Richtlinien übernehmen sollte.
- Die Einführung der Energieetikettierung wird begrüßt, da sie dem Konsumenten gestattet, das für ihn beste Gerät auszuwählen.
- Anhang 2.2 und 2.3: Die Aufhebung wird begrüßt. Die Einführung von Zielwerten, welche nicht erreicht werden können, da sie viel zu streng sind, wird als unsinnig beurteilt.
- Anhänge 3.1 bis 3.6: Es wird begrüßt, dass mit der Einführung dieser Anhänge den Konsumenten die Möglichkeit gegeben wird, das Gerät ihrer Wahl zu kaufen. Die Einführung der Kennzeichnungspflicht wird nicht als problematisch betrachtet, da sie bereits in der EU besteht. Hersteller und Importeure verwenden diese Kennzeichnungen bereits.
- Die Ausweitung der Strafbestimmungen auf die Anhänge wird als repressiv und nicht notwendig erachtet. In der EU bestünden keine Strafbestimmungen und Hersteller sowie Importeure seien schon aufgrund der Konkurrenzsituation gezwungen, die Anhänge einzuhalten.
- Wärme-Kraft-Kopplungs-Anlagen die erneuerbare Energien nutzen, sollen nicht besser gestellt werden als andere. Eine Besserstellung führe zu Wettbewerbsverzerrungen und die Vergütung mit 15 Rp./kWh benachteilige die Elektrizitätsversorgungsunternehmen, welche diese elektrische Energie übernehmen müssten.
- Berücksichtigung kommunaler Kredite (Artikel 17): Mit der Streichung werden Kantone mit Grossstädten nicht mehr bevorteilt.

**Zusammenfassung der Stellungnahmen von Fachorganisationen bzw. weiterer Vernehmlasser:**

COOP stimmt der vorgeschlagenen Revision zu.

Centre Partonal begrüsst die Übernahme der EU-Richtlinien durch die Schweiz. Die Ausweitung der Strafbestimmungen auf die Anhänge wird als unnötig erachtet. Wärme-Kraft-Kopplungs-Anlagen, die erneuerbare Energien nutzen, sollen nicht bevorzugt werden. Mit der Nicht-Berücksichtigung kommunaler Kredite werden Kantone mit Grosstädten nicht mehr bevorteilt.

### **3. Zusammenfassung der Vernehmlassungsantworten**

Sämtliche Kantone, welche sich zum Entwurf geäussert haben, sowie die Konferenz der kantonalen Energiedirektoren sind mit der vorgeschlagenen Revision der Energieverordnung einverstanden.

Der Fachverband Elektroapparate für Haushalt und Gewerbe Schweiz FEA stimmt der Revision grundsätzlich zu, möchte aber Anpassungen bei der Etikettierung und bei der Verantwortung für die Deklaration.

Die Schweizerische Agentur für Energieeffizienz S.A.F.E. begrüsst den Entwurf als wichtige Grundlage.

Die Stiftung für Konsumentenschutz SKS begrüsst die Revision grundsätzlich.

COOP stimmt der Revision durchwegs zu.

Centre Partonal begrüsst grundsätzlich die Einführung der EU-Normen in der Schweiz, erachtet jedoch die Ausweitung der Strafbestimmungen als unnötig und stellt sich gegen eine Bevorzugung der Wärme-Kraft-Kopplungs-Anlagen, die erneuerbare Energien nutzen.

Seite 13

**Folgende Änderungsanträge wurden zur vorgeschlagenen Revision der Energieverordnung geäussert:**

- Kanton BE: Explizite Aufnahme des Begriffs «MINERGIE» in die Verordnung.
- FEA:  
Art. 3, Ziffer 3.2, korrigierter Text: «Es ist Aufgabe der **Lieferanten und der Händler**, dafür zu sorgen, dass die Energieetikette an den **Ausstellungsexemplaren der** genannten Geräte, auf der **Verkaufsverpackung** und in den Verkaufsunterlagen erscheint.»
- S.A.F.E.:  
Art. 11 Abs. 3: Anstelle von «... muss die Angabe der dort ...» neu «... muss die Angabe **den** dort ... ».  
  
Präzisierung zur Kennzeichnung von Haushaltgeräten und Haushaltlampen => vorgeschlagener Text siehe Schreiben S.A.F.E..  
  
Begriff «Haushaltstrockner» ersetzen durch «Haushalts-Wäschetrockner (Tumbler)».  
  
Anhänge 2.2 und 2.3: Der Verbrauchs-Zielwert für Bildschirme ZW 97 sollte in Kraft bleiben.
- SKS  
Im Hinblick auf Informationskampagne einheitliche Bezeichnung verwenden;  
Vorschlag: «Energie-Etikett».  
  
Anhang 3.1 bis 3.6  
Präzisierung zur Kennzeichnung von Haushaltgeräten und Haushaltlampen => vorgeschlagener Text siehe Schreiben SKS.  
  
Der Begriff «Haushaltstrockner» soll ersetzt werden durch «Tumbler» oder «Haushalts-Wäschetrockner».  
  
Die energieineffizientesten Geräte, welche die Anforderungen nicht erfüllen, sollen bereits ab dem 1. Januar 2002 vom Markt genommen werden oder sind entsprechend deutlich zu deklarieren (z.B. «Erfüllt die Anforderungen an Energieeffizienz nicht»).

#### **4. Schlussfolgerung, Weiteres Vorgehen**

Der Entwurf für die Revision der eidgenössischen Energieverordnung fand in der Vernehmlassung grundsätzlich bei allen Vernehmlassern Zustimmung.

Bei den Geräten wünschen einzelne Vernehmlasser eine klare Definition der Begriffe, Präzisierungen bei der Kennzeichnung der Geräte sowie Anpassungen bei der Etikettierung und bei der Verantwortung für die Deklaration. Vereinzelt wird die Ausserkraftsetzung der Anhänge über die Verbrauchs-Zielwerte von Bildschirmen und von Computern bedauert. Die Kantone können sich insbesondere mit den geplanten Änderungen im Bereich der Globalbeiträge einverstanden erklären. Der Neudefinition der Wärme-Kraft-Kopplung wird grossmehrheitlich zugestimmt.

Das Bundesamt für Energie wird dem Bundesrat noch dieses Jahr einen bereinigten Verordnungsentwurf vorlegen.